**Note méthodologique relative à l’évaluation des besoins en formation des autorités administratives et communales et des autorités judiciaires et sécuritaires sur la loi 2015 – 031 du 10 septembre 2015 incriminant l’esclavage et les pratiques esclavagistes**

**I - Justification de l’enquête**

L’esclavage est une pratique incompatible avec le principe de l’égalité des citoyens. A ce sujet, la dernière Constitution du pays, celle de juillet 1991, proclame, le droit de tous à l’égalité et à la dignité.

La pratique de l’esclavage a perduré, de l’aveu même des autorités publiques, - entre autres raisons - à cause de la passivité de l’Etat qui, face à cette question, n’a pas pris les dispositions qui s’imposaient (cf. Stratégie Nationale d’éradication des séquelles de l’esclavage, avril 2007). De nombreux documents attestent de la persistance de ce phénomène dans le pays (cf., liste documents consultés en annexe).

On retrouve les victimes anciennes (les haratines) et présentes partout dans le pays et les séquelles de cette pratique sont également visibles. Elles se manifestent, selon un document officiel, à travers notamment :

* L’existence de stigmates psychologiques et la persistance chez les anciennes victimes du sentiment d’inégalité et d’injustice ;
* Les nombreux cas de contestation de paternité et les litiges résultant de l’héritage ;
* La non – rémunération du travail en milieu rural ;
* Le travail des enfants ;
* La pratique du métayage dans l’arrière pays ;
* Le faible accès à la propriété foncière et les conflits qui en découlent du fait de la tenure collective de la terre ;
* Etc.

Les diverses mesures prises par l’Etat pour éradiquer l’esclavage, les pratiques esclavagistes et leurs séquelles se sont toujours révélées timides dans leur application. Elles ont surtout consisté en des réformes, en l’introduction de nouvelles dispositions dans les constitutions successives du pays, en nouvelles lois, en mesures d’accompagnement de ces lois et enfin en stratégies nationales comme celles relatives à l’accès à la justice, à la protection sociale ou à l’éradication des séquelles de l’esclavage.

La timidité de l’application des textes résulterait de ce que la Justice aurait connu une véritable instrumentalisation politique qui l’a écartée de ses principales missions c’est – à – dire l’application de la loi pour garantir la jouissance des droits constitutionnels et préserver les libertés et les droits des citoyens dans l’impartialité et la neutralité. Les victimes de l’esclavage et des pratiques analogues n’ont pas eu droit de ce fait à la protection et encore moins à des réparations.

Il en a résulté entre autres ((cf., Projet de Stratégie Nationale d’éradication des séquelles de l’esclavage, avril 2007) :

* La perte de confiance des justiciables ;
* La faible exécution des décisions judiciaires ;
* La désobéissance des organes d’exécution (police judiciaire) ;
* La faible jurisprudence ;
* L’absence de motivation des décisions judiciaires ».

Cette situation a contribué à maintenir ce fléau.

En 2017, l’Etat a proclamé une nouvelle fois sa volonté d’éradiquer définitivement l’esclavage et ses séquelles à travers des actions combinées dont notamment  le **renforcement du cadre normatif d’une part et la sensibilisation d’autre part.**

Au plan normatif, il s’agissait de :

* Réaliser l’harmonisation de la législation nationale avec les Conventions internationales des droits de l’homme : celles relatives à l’esclavage et aux pratiques esclavagistes en particulier;
* Adopter un texte incriminant clairement les pratiques esclavagistes et en définir de façon précise les éléments constitutifs de manière à permettre aux magistrats de l’appliquer sans grande difficulté ;
* Permettre aux associations des droits de l’homme de se porter partie civile en cas de pratique esclavagiste avérée ;
* Inscrire ces innovations juridiques dans le cadre général de la révision du Code pénal et du Code de procédure pénale.

Au plan de la sensibilisation, il s’agissait de :

* Organiser des journées de réflexion sur la lutte contre les séquelles de l’esclavage à l’intérieur du pays ;
* Envoyer une circulaire attirant à nouveau l’attention des autorités administratives sur le caractère illicite de l’esclavage en insistant particulièrement sur l’obligation qu’elles ont de soumettre aux autorités judiciaires toute infraction à cette interdiction dont elles auraient connaissance ;
* Informer davantage le public des peines applicables à ceux qui infligeraient des sévices ou des brimades aux anciennes personnes qu’elles exploitaient ;
* Renforcer l’inspection sociale, surtout dans le domaine des relations de travail, suspectées de renfermer des rapports de domination ;
* Organiser des séminaires, des ateliers et des campagnes de sensibilisation pour l’acquisition de la culture démocratique de la citoyenneté et de l’égalité.

En faisant le bilan des activités dans ces deux domaines, on se rend compte que

1 - Au plan juridique, des résultats ont été effectivement obtenus à travers plusieurs mesures :

* l’harmonisation de la législation mauritanienne avec les conventions internationales a été réalisée à travers la loi 2015-031 du 10 septembre 2015 incriminant l’esclavage et les pratiques esclavagistes. Les conventions dont il s’agit sont notamment les conventions de 1926 relative à la répression du commerce des esclaves et de l’esclavage et celle de 1956 relative à l’abolition de l’esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l’esclavage et celle de 1930 sur le travail forcé (le Protocole de 2014 accompagne cette dernière convention : ratifié en 2016 par la Mauritanie, il renforce et complète le cadre des sanctions des pratiques de travail forcé ou analogues à l’esclavage) ;
* L’abrogation de la loi n° 2007 – 048 du 3 septembre 2007 et l’adoption de la loi 2015 – 031 du 10 septembre 2015 qui vient combler beaucoup d’insuffisances qui existaient : par exemple, ce nouveau texte définit l’esclavage et les pratiques esclavagistes de façon précise mais aussi extensive - ce qui représente un grand intérêt pour les magistrats en charge de son application - et octroie aux organisations de la société civile le droit de se constituer partie civile devant les tribunaux pour le compte des victimes. En outre, elle attribue des rôles précis à la société civile, à l’administration (autorités territoriales et communales), aux forces de sécurité et à la Justice dans la lutte contre l’esclavage et les pratiques esclavagistes. Elle aggrave les peines contre les auteurs d’infractions relatives à l’esclavage et aux pratiques esclavagistes et prévoit des mesures d’accompagnement pour sa vulgarisation et l’effectivité des mesures qu’elle contient.

2 - Sur le plan de la sensibilisation et de la vulgarisation, en revanche, les actions entreprises sont restées limitées tant en ampleur qu’en résultats.

En effet, peu a été fait de ce qui avait été projeté. C’est pourquoi, peu de résultats : : nombre très réduit de cas réglés par les juges (1 seul cas depuis 2015, selon différentes sources), nombre également très réduit d’affaires portées devant les juridictions compétentes (les juridictions spéciales de Nouakchott, Nouadhibou et Néma) enfin lenteur dans le traitement des dossiers.

La **sensibilisation** devait concerner à la fois les populations y compris les victimes, la société civile et les autorités administratives, communales, judiciaires et enfin sécuritaires**.**

Elle a été faible.

Mais il n’y aurait pas eu non plus d’actions de formation en faveur de ces acteurs autour de la loi de 2015.

Le défaut de sensibilisation et de formation a amené à dire que les acteurs désignés pour l’application de la loi de 2015, ignorent jusqu’à leurs rôles et obligations respectifs dans le domaine de la lutte contre l‘esclavage et les pratiques esclavagistes.

IL conviendrait de vérifier ce qu’il en est, en entreprenant une évaluation du niveau des connaissances des acteurs quant aux domaines de la loi afin de déterminer les mesures à prendre pour corriger les insuffisances et favoriser la mise en œuvre de la loi.

**Méthodologie de l’évaluation**

1. **Objectifs de l’opération**

Deux objectifs majeurs : 1) déterminer, avant toute activité de formation éventuelle, , le niveau de connaissances des personnes – cibles quant aux domaines de la loi 2015 – 31 ; 2) déterminer, en ces domaines, les besoins en formation des intéressés pour, lorsque cela s’avèrera indispensable, organiser en leur faveur, une ou des sessions de formation ; 3) vérifier que les intéressés ont assimilé ou non le contenu de la loi après leur formation.

L’évaluation, pour être opérante, tiendra compte de la particularité de chacune des catégories des personnes –cibles qui ne relèvent pas toutes des mêmes secteurs.

1. **Acteurs concernés par l’évaluation**

Dans la première partie de cette note, il a été montré que la loi 2015 – 031 distribue les rôles entre les personnes en charge de sa mise en œuvre : il s’agit des autorités administratives et des élus locaux, des acteurs de la justice et des autorités sécuritaires.

C’est l’ensemble de ces personnes qui sont concernées par l’évaluation des capacités ou connaissances.

* **Autorités administratives et élus**

L’évaluation touchera dans chaque wilaya sélectionnée : le wali, son adjoint et ses 2 conseillers, les hakems et leurs adjoints, les députés et les maires.

* **Acteurs de la justice**

Seront concernés : le Président et les 2 conseillers de chaque Cour Criminelle Spéciale, les Procureurs généraux des Cours d’appel, les Présidents des tribunaux, les juges d’instruction, les procureurs, les Présidents des chambres pénales des Cours d’appel des wilayas.

* **Autorités sécuritaires**

A l’échelle de la wilaya, les autorités sécuritaires sont celles qui y sont placées respectivement par les corps de la gendarmerie, de la police et de la garde nationale. Seront donc visés par l’évaluation :

* Pour la Gendarmerie : les commandants de compagnie et leurs commandants de brigades départementales.
* Pour la Police : les directeurs régionaux de la sûreté et les commissaires de police.
* Pour la Garde nationale : les commandants des groupements régionaux et les commandants de brigades départementales.

1. **Zones d’intervention**

L’esclavage et ses séquelles se manifestant dans presque tout le pays, ce sont normalement toutes les autorités administratives, municipales, judiciaires et sécuritaires qui devraient être concernées par l’enquête.

En vertu de l’ordonnance n° 90 .02 du 30 janvier 1990 l’organisation administrative territoriale du pays se présente comme suit : territoire national divisé en wilayas ou régions administratives, wilayas comprenant des Moughataas ou départements et Moughataas recouvrant une ou plusieurs communes. Il existe dans certains départements des arrondissements.

Les wilayas et les Moughataas sont des circonscriptions administratives dotées chacune d’un organigramme (décret n° 2011 282 du 10 novembre 2011). Actuellement, il existe 15 wilayas, 55 moughataas, 33 arrondissements et 218 communes.

La difficulté à réaliser une opération de cette importance amène à proposer de concentrer le travail dans les zones pouvant servir d’échantillons.

Les wilayas de l’Assaba, Nouakchott et une (1) autre à identifier, pourraient être représentatives des autres, en attendant de pouvoir ultérieurement étendre l’évaluation à toutes les autres wilayas.

Pour l’Assaba, une double raison : zone de concentration humaine importante (2è région du pays par sa population) et engagement prononcé des autorités communales, dans le cadre du Collectif des Maires de l’Assaba, à lutter pour la mise en œuvre effective de la loi de 2015 (cf., actes de l’atelier de Kiffa du 06 mars 2017).

Nouakchott est également une zone de concentration humaine importante mais surtout un centre de décision et le siège d’une juridiction spéciale de répression des infractions d’esclavage et de pratiques esclavagistes, et de plusieurs Cours judiciaires. Mais l’évaluation ne concernera que l’une (1) des trois wilayas de Nouakchott.

Le choix de la 3è région va aussi obéir à des critères de représentativité.

Dans ces wilayas, on trouve respectivement :

* Assaba : 5 Moughataas et 26 communes, 1 compagnie de gendarmerie couvrant 5 brigades départementales, 1 Direction régionale de sûreté, 1 Commissariat de Police, 1 Groupement Régional de la Garde Nationale avec 5 brigades départementales. La wilaya a 10 députés.

Il y a également 1 Cour Criminelle spéciale (siège à Néma), 1 Procureur de la république, 1 Tribunal, 1 Cour d’appel.

*Nombre de personnes concernées dans cette région* : autorités administratives (14) et élus (36), autorités judiciaires (8), autorités sécuritaires (14) soit au total **72**.

* Nouakchott : divisée en 3 wilayas, chacune avec 3 Moughataas et 3 communes (ces 9 communes forment ensemble la Communauté Urbaine de Nouakchott qui est un établissement public de coopération communale). Le choix va être fait entre les wilayas nord et sud.

Le consultant orientera l’enquête vers les autorités de la wilaya choisie (Wali, son adjoint, ses 2 conseillers, 3 Hakems et leurs adjoints), les Maires des 3 communes de la wilaya, la Compagnie de gendarmerie qui couvre tout Nouakchott et 1 brigade, le Groupement régional de la Garde nationale qui couvre aussi tout Nouakchott et 3 brigades départementales, la Direction régionale de sûreté et 3 Commissariats de Police. Nouakchott a 9 députés.

*Nombre de personnes concernées dans cette wilaya :* autorités administratives (10), maires et députés (12), autorités judiciaires (8), autorités sécuritaires (10) soit au total **40.**

* La 3è wilaya : Travail identique au niveau de X Moughataas et X communes qui la composent, 1 Compagnie de gendarmerie et x brigades départementales, 1 Groupement régional de la Garde nationale et X brigades départementales, 1 Direction régionale de sûreté et 1 Commissariat de police. Soit au total X personnes.

En somme, L’évaluation va toucher au total  **X** personnes dans les 3 régions administratives sélectionnées, soit:

* Autorités administratives et élus : 43 + X
* Autorités judiciaires : 16 + X
* Autorités sécuritaires : 24 + X

1. **Outils et Modalités de l’évaluation**

Les acteurs sus – mentionnés seront évalués sur la base de la loi 2015 – 31 du 10 septembre portant incrimination de l’esclavage et des pratiques esclavagistes. Celle –ci comporte un chapitre préliminaire, trois chapitres et au total vingt – sept articles. Elle aborde et fixe des règles touchant à la définition de l’esclavage et des pratiques analogues à l’esclavage, aux infractions et à leurs sanctions ainsi qu’à la procédure. Elle octroie des droits aux victimes et implique certains acteurs dans sa mise en œuvre.

Le bilan de sa mise en œuvre depuis sa publication reste particulièrement faible, ce qui a laissé penser qu’elle n’est peut-être pas assez connue tant par les victimes que les acteurs de la justice, de l’administration et de la sécurité. Il est aussi possible que l’explication du bilan enregistré tienne en plus à la difficulté de son application. En effet, la loi n’a pas encore été complétée par des mesures d’application (règlements) et par des mesures d’accompagnement.

Il est établi en tout état de cause que cette loi n’a pas reçu la publicité qu’elle devait avoir et que les acteurs n’ont pas été formés sur son contenu.

Tout ceci justifie qu’une enquête soit faite pour s’assurer du niveau de connaissance de cette loi par les acteurs et au besoin prendre les mesures de rattrapage qui s’imposent tel le renforcement des capacités de ces derniers.

Pour ce faire des outils d’évaluation doivent être conçus et utilisés.

**Outils de le l’évaluation**

Les outils doivent être adaptés et notamment tenir compte des rôles tels que définis par la loi de 2015 pour les principaux acteurs de sa mise en œuvre.

Ces outils seront conçus de manière à permettre de déterminer le niveau de connaissance du contenu de la loi 2015 – 031 par chacun des acteurs et par suite d’établir l’existence ou non d’un besoin en formation. Au cas où cette dernière serait organisée, une deuxième évaluation serait également nécessaire pour s’assurer de l’assimilation par les intéressés du contenu de la loi.

Les rôles attribués aux acteurs sont succinctement :

* **Pour les responsables territoriaux et les autorités sécuritaires** : donner obligatoirement suite**,** en leur qualité d’officiers de police judiciaire**,**  aux dénonciations de pratiques esclavagistes qui sont portées à leur connaissance (article 18) ;
* **Pour les magistrats**: préserver les droits à réparation des victimes (article 25), prendre toutes mesures conservatoires appropriées à l’encontre des auteurs présumés d’infractions prévues par cette loi (article 21), enfin, donner suites judiciaires aux plaintes à eux adressées ;
* **Quant aux élus** (Maires et députés)que la loi ne vise pas de façon expresse, ce sont d’abord des motifs de fait qui leur confèrent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la loi : en effet, ils incarnent une légitimité par le fait d’avoir été élus par les populations, légitimité qui leur ouvre droit à agir en tout et partout dans l’intérêt des populations, notamment lorsqu’il s’agit de construire et d’asseoir la cohésion sociale. Ils connaissent le terrain et peuvent sensibiliser et mobiliser autour des objectifs de la loi. Ils peuvent aussi appuyer la société civile et les para juristes dans leur travail d’assistance aux victimes.

Des motifs de droit obligent aussi les Maires à agir dans le sens de la mise en œuvre de la loi : ils sont en effet des agents de l’Etat. A ce titre, ils sont investis du pouvoir et du devoir d’assurer, sur le territoire communal, « le bon ordre, la salubrité, la tranquillité et la moralité (article 56, Ordonnance n° 87 289 du 20 octobre 1987 abrogeant et remplaçant l’Ordonnance n° 86 134 du 13 août 1986 instituant les communes). Leur appui au travail du para juriste serait décisif pour le succès de la mise en œuvre de la loi.

Compte tenu des objectifs visés, deux types d’outils seront utilisés pour l’évaluation des acteurs : un **questionnaire** et un **guide d’entretien.**

Le **questionnaire** va concerner les Maires et les députés en amont et en aval de la formation éventuelle. Il est conçu de manière à permettre d’amener ces derniers à prendre conscience du lien qu’ils doivent établir entre leurs mandats et la loi de 2015.

Utilisé en aval de la formation, il va aussi permettre d’évaluer les autorités administratives, judiciaires et sécuritaires à la fin de la session de formation au cas où cette dernière serait organisée.

Les acteurs répondront, les uns et les autres, à des questions fermées et binaires. Le choix des réponses à donner sera fixe : **oui** ou **non.** Si la réponse est oui, l’enquêteur peut chercher à s’assurer - s’il le juge nécessaire - que la personne interviewée connaît effectivement la réponse exacte à la question posée.

Le **questionnaire sera unique :** il est conçu pour la collecte d’informations tant en amont et qu’en aval de la formation. Il sera toutefois adapté à l’issue de la session de formation et présenté sous forme de test de connaissances. Les intéressés pourront même s’auto – évaluer sur des sujets précis. Il sera fait une étude comparée des réponses enregistrées avant et après la formation ;

Quant au **guide d’entretien**, il va concerner les autorités administratives, judiciaires et sécuritaires. Le recours au guide d’entretien est justifié par le fait que lesdites autorités sont considérées comme ayant un niveau de formation plus ou moins élevé qui autorise des discussions.

**Les guides d’entretien,** au nombre de trois (3) sont élaborés en fonction du rôle de chaque catégorie d’acteurs.

Les réponses recueillies grâce au questionnaire et aux guides d’entretien seront analysées pour la détermination des besoins en formation des acteurs.

Ces outils sont portés en annexe de la présente note. Ils sont libellés en français et seront traduits en arabe.

**Modalités de l’évaluation**

L’évaluation va être faite dans trois wilayas dont l’une des wilayas de Nouakchott, comme précédemment souligné.

Ses modalités sont définies par rapport à :

* La durée de l’étude  et la répartition du temps entre les wilayas;
* Les ressources humaines qui seront utilisées ;
* Les modalités de collecte des informations : missions de terrain, interviews, entretiens, etc.
* L’exploitation des données

1. **Sur la durée de l’étude**

L’étude comportera les phases suivantes :

1. Collecte et étude de la documentation : **2 H/ j** ;

2 - élaboration de quatre (4) outils d’évaluation (1 questionnaire et 3 guides d’entretien distincts) : **6 H/ j**;

2 – enquête de terrain (y compris délais de route) : 14 H/jours en Assaba ; 8 H/jours à Nouakchott et 8 H/jours dans la 3 è région soit **30 H/j** pour les 3 wilayas**.**

3 – Exploitation des données de l’enquête : **10 H/j** ;

4 – Rédaction du rapport : **10 H/j.**

La durée totale de l’étude est estimée à **58 H/J** pour le Consultant.

1. **Ressources humaines**

Le Consultant aura besoin d’être assisté à deux niveaux : celui du travail de terrain et celui de l’exploitation des données.

Pour le travail sur le terrain à l’occasion duquel le contact va être établi directement avec les acteurs, deux (2) assistants sont nécessaires : un (1) francophone et un (bilingue) pour faciliter les interviews, les entretiens et les prises de notes. Le travail sera distribué entre les deux assistants par le Consultant selon les circonstances. Ils pourront être recrutés dans leurs lieux de résidence ou à Nouakchott lors du démarrage de la mission. Ils accompagneront le Consultant pendant la durée du travail de terrain soit 30H/j (soit **60 H/J** pour les deux réunis)**.**

Pour l’exploitation des données, la participation de deux assistants offrant les mêmes compétences sera également nécessaire : traduction et interprétation des données recueillies sur une importante masse de fiches et notes : durée 5H/j x 2 soit **10H/J.**

1. **Modalités de la collecte**

Le Consultant effectuera une mission à l’intérieur de chaque région pour recueillir des informations sur les capacités des acteurs.

Les personnes – cibles sont informées avant le départ de la mission par lettre ou message du RAC signé, selon le cas, par le Ministre de l’Intérieur et de la Décentralisation ou par le Ministre de la Justice et adressé au Wali concerné pour diffusion et mesures à prendre.

Le Consultant sera en possession de la copie du message ou de la lettre pour toutes fins utiles.

Il élaborera sa **feuille de route** (son plan de travail) avant son départ qu’il communiquera à son arrivée à l’autorité (wali pour la région et hakem pour la Moughataa) pour d’éventuels ajustements et appuis. Dans le souci d’entretenir et maintenir des relations de confiance, il restituera à cette autorité sa mission en lui en présentant les premières conclusions avant son retour au siège du BIT.

Pour le questionnaire, le consultant organisera isolément une séance de travail avec chaque Maire et chaque député. Il faut en effet tenir compte de ce que chacun voudra être évalué hors la présence de ses collaborateurs et même de ses collègues.

La confidentialité sera assurée à chacun tout le long du travail.

Une interview est organisée : la question est posée par le consultant et la réponse consignée par l’un de ses assistants sur la fiche. Dans les préliminaires, le Consultant remerciera le Maire ou le député pour sa collaboration, présentera sa mission et dira notamment quels en sont les objectifs. A la fin de l’interview il réitèrera ses remerciements à son interlocuteur pour son accueil et sa précieuse contribution.

Tous les Maires et tous les députés de la région pourraient être interviewés. Il appartient au commanditaire d’en limiter ou non le nombre.

Quant au Guide d’entretien, il permettra des échanges plus relaxes. Il s’adresse aux autorités.

A chaque occasion, l’entretien aura lieu à part successivement avec le wali, le hakem, le Commandant de compagnie, le Commandant de groupement, le Directeur régional de sûreté, le Commissaire de police et le Magistrat. Cette règle devra être respectée pour laisser son rang à chaque autorité.

La faisabilité de groupes focus, sera elle, vérifiée sur place : d’emblée elle doit être possible par exemple, entre d’une part le Wali adjoint, les Conseillers du Wali et le Hakem du Département central et d’autre part entre les Conseillers du Président de la Cour régionale spéciale de justice, les juges d’instruction, les magistrats etc. Ce qui importe c’est ce qui pourrait être tiré de tels groupes focus vu qu’il ne s’agit pas pour les membres de donner un avis ou une position sur un sujet précis. Il s’agit en effet plutôt d’évaluer le niveau des connaissances des intéressés quant au contenu de la loi.

En tout état de cause, la procédure sera la même que pour les élus : remerciements, présentation de la mission, entretien avec prise de notes et enfin mots d’adieu.

1. **Exploitation des données**

L’exploitation des données va permettre de produire un **rapport de mission par wilaya** soit trois (3) en tout **et** un **rapport général** sur les connaissances des acteurs quant aux domaines de la loi.

Dans le rapport général, on trouvera des éléments d’appréciation tels :

1) Une classification des données :

* en fonction des départements et wilayas ;
* selon l’outil utilisé : questionnaire ou guide d’entretien ;
* Selon la catégorie d’acteurs (autorités administratives, élus, membres du personnel judicaire, autorités sécuritaires).

2) Une étude comparée des réponses justes et des autres réponses ;

3) Le point des connaissances des acteurs ;

4) Les faiblesses générales notées ;

5) Les domaines que chaque catégorie d’acteurs maîtrise le moins ;

6) Les conclusions et recommandations.

En résumé, la méthodologie se présente comme suit :

1 – **Objectif de l’étude**

Déterminer par une enquête le niveau de connaissance des acteurs quant aux domaines de la loi 2015 -031 du 10 septembre 2015.

**2 – Acteurs concernés par l‘enquête**

* Les autorités administratives territoriales
* Les autorités judiciaires
* Les élus
* Les autorités sécuritaires.

**3 – Zones d’intervention**

* Assaba : 5 Moughataas et 26 communes
* Nouakchott 1 ou 2 : 3 Moughataas et 3 communes
* Une wilaya à déterminer

**4 – Outils de l’évaluation**

* Un questionnaire avant et après la formation
* Un guide d’entretien pour chaque catégorie d’acteurs

**5 – Ressources humaines**

* Le Consultant
* 2 Assistants

**6 – Durée de la mission**

* 58 H/J pour le Consultant
* 70 H/ j pour les 2 assistants

**7 - Produits livrables**

* 3 rapports de mission
* 1 rapport général d’étude

NB : - le nombre exact des personnes soumises à l’enquête reste encore à déterminer (il faut en effet désigner la 3è wilaya à visiter) .